M-365

Motion de la commission de l'aménagement et de l'environnement: «Pour des mesures concrètes en faveur de la modération du trafic en ville de Genève»

(amendée par la commission et acceptée par le Conseil municipal lors de la séance du 30 septembre 2000 dans le rapport M-365 A & ss.)

MOTION

Considérant:

- que les normes fédérales en matière de protection de l'air (OPAir) et contre le bruit (OPBruit) sont encore nettement dépassées à Genève;
- que pour combattre cet état de fait, le plan de mesures OPAir adopté par le Conseil d'Etat le 27 mars 1991 fixait les objectifs suivants à l'horizon 2002:
 - réduction de 25% des déplacements en véhicules automobiles
 - augmentation parallèle des autres modes de transports (à pied, à vélo, deux-roues motorisés, transports publics), de manière à ramener la répartition modale entre transports individuels et collectifs à 60/40%;
- que seule une application convergente d'un ensemble de mesures, notamment en matière de limitation des déplacements automobiles et de suppression des facilités de stationnement au centre-ville ainsi qu'en matière de développement d'alternatives à la voiture (transports publics et deux-roues), permettra de se rapprocher des objectifs rappelés ci-dessus;
- qu'à moyen et long terme, seules des mesures plus ambitieuses permettront de favoriser un réel transfert modal de la voiture vers d'autres modes de transport puisque les mesures actuelles ont simplement permis de freiner le transfert vers la voiture sans inverser la tendance, si l'on tient compte de l'augmentation globale de la mobilité;
- le retard substantiel pris dans la mise en application des mesures de modération de trafic prévues dès 1992, en concertation avec les milieux intéressés, et définis notamment dans le plan Circulation 2000;
- le rôle de catalyseur que doit jouer la Ville de Genève en ce qui concerne l'application de ces mesures sur son territoire;
- que la population a refusé à deux reprises des projets de parkings couverts au centre-ville (Alhambra en mars 1995 et place Neuve en septembre 1998),

le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

1. à s'engager pour un moratoire de 10 ans avant d'accepter la construction de nouveaux projets de parkings publics couverts dans le périmètre de la moyenne ceinture (actuel trajet du bus 11);
2. à soutenir l'action de la Ville de Genève dans l'instauration de zones à 30 km/h, de zones piétonnes et de mesures de modération de trafic en général;

3. à s'engager activement, en collaboration avec l'Etat, à débloquer les situations par la concertation;
4. à activer substantiellement les mesures en faveur de l'usage du vélo en ville de Genève, en particulier à travers l'installation de véritables pistes cyclables protégées;
5. à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour accélérer la mise en place du plan général de stationnement dans toute la Ville, en particulier au moyen de macarons pour résidents et en demandant des contrôles efficaces;
6. à mener une campagne de sensibilisation et de concertation auprès de la population, en coopération avec l'OTC et les associations concernées, sur les objectifs et les modalités de cette politique;
7. à négocier avec l'Etat un partage plus équilibré des charges et des compétences dans ce domaine, puisque l'essentiel des compétences décisionnelles correspondantes sont du ressort de l'Etat et que l'impact de ces mesures s'exerce sur l'ensemble du canton, voire de la région;
8. à présenter au Conseil municipal les propositions de crédits d'investissements et de fonctionnement nécessaires à l'accomplissement de ces mesures s'ils ne sont pas déjà prévus dans le budget et le plan financier quadriennal.